[Text]

committee? Is it a bunch of wise souls like the Canadian committee, or is it all-party? What kind of a setting will we have? Will it be something like this, or will it be informal? What do you see happening?

Mr. Pagé: I understand that it is going to be an informal meeting. We are going to meeting them at the parliament, I understand. It is going to be informal.

Mr. Schellenberg: Is it all parties? What kind of makeup is there in the Storting?

Mr. Pagé: I did not check their party affiliations, but I could do that.

Mr. Schellenberg: Are they socialists?

Mr. Pagé: It is called, in fact, the Maritime and Fisheries Committee.

Mr. Schellenberg: As you mentioned in your presentation, the Norwegian industry is dominating the B.C. aquaculture industry in many ways. Can you talk about why that is, from your experience?

Mr. Pagé: Based on my discussions with them, I think their industry has been extremely profitable in Norway. There has been a freeze of licences and this extra money has been available. They could not in fact reinvest it; they could not obtain extra licences. Also, in Norway there are regulations to limit the size of farms. They want to have small farms. I think there is an original development role in that sense.

So if you look at the map of the world, they just recreated their industry in environments that are very similar to Norway. They went to B.C., to Scotland, to Chile. It is the same kind of a coast. It is a kind of known environment. I think this is mainly because they had the money to do that. As well, I understand that their equipment suppliers are also involved in that process. So it is a way to export their equipment.

Mr. Schellenberg: Does that in any way jeopardize our ability to control growth of aquaculture in B.C. or in Canada? That is probably a political question, but it is one I want to ask. I think that is complemented by the lack of will by Canadian banks and financial institutions to loan money to aquaculture. They will loan money to farmers to grow cattle, but not to aquaculturists to grow fish. I think the banking industry, financial institutions, are behind—way behind—in Canada when it comes to that. But I do not think you want to answer my political question, so let us just let it ride.

[Translation]

comme notre comité ici au Canada? Ou compte-t-il plutôt des représentants de tous les partis? Comment se déroulera cette rencontre? S'agira-t-il d'une réunion comme celle-ci ou alors un peu plus officieuse? Que se passera-t-il, d'après vous?

M. Pagé: Que je sache, nous allons les rencontrer au Parlement, mais il s'agira d'une réunion officieuse.

M. Schellenberg: Le comité compte-t-il des représentants de tous les partis? Pouvez-vous nous en expliquer la composition?

M. Pagé: Je n'ai pas vérifié leurs affiliations politiques, mais je peux très bien le faire.

M. Schellenberg: S'agit-il de socialistes?

M. Pagé: Si je me souviens bien, il s'appelle le Maritime and Fisheries Committee (Comité maritime et des pêches).

M. Schellenberg: Vous avez dit dans votre exposé que les Norvégiens exercent énormément d'influence dans le secteur de l'aquaculture en Colombie-Britannique et ce, de diverses manières. Qu'en est-il au juste, d'après votre expérience?

M. Pagé: Si je me reporte aux échanges que j'ai eus avec des Norvégiens, je dirais que cette situation est sans doute attribuable au fait qu'il s'agit d'un secteur extrêmement rentable en Norvège. Le nombre des licences est limité, et par conséquent, des fonds sont devenus disponibles. Mais comme ils ne peuvent pas obtenir d'autres licences, ils sont par conséquent incapables de réinvestir leur argent. En outre, la Norvège réglemente la grosseur des centres d'élevage. Ils préfèrent qu'ils demeurent petits. C'est une situation assez singulière sur le plan du développement.

Si vous regardez une mappemonde, vous constaterez qu'ils ont implanté leur activité dans des environnements semblables à ce que l'on trouve en Norvège. Ils ont choisi de s'installer en Colombie-Britannique, en Écosse et au Chili, tous des pays qui ont le même genre de côtes. Mais la raison première demeure qu'ils avaient les moyens de le faire. Il semble également que leurs fournisseurs en équipement ait participé à ce processus. C'est un bon moyen pour eux d'exporter leur matériel.

M. Schellenberg: Mais ces activités risquent-elles de nuire à notre capacité de contrôler la croissance du secteur de l'aquaculture en Colombie-Britannique ou au Canada? Cette question a sans doute des caractéristiques politiques. Mais j'aimerais bien avoir une réponse. À mon avis, cette expérience est également attribuable au refus des banques et institutions financières canadiennes de consentir des prêts à ce secteur. Elles sont toutes disposées à consentir des prêts aux éleveurs de bétail, mais pas aux éleveurs de poisson. Je pense qu'au Canada, les banques ainsi que les établissements financiers ont bien des retards à cet égard. Mais je ne pense pas que vous vouliez répondre à ma question politique, laissons-là donc tomber.